

Attaques de Bombay: volte-face du Pakistan de plus en plus montré du doigt

ISLAMABAD (AFP) - Le Pakistan, montré du doigt avec insistance par son éternel rival l'Inde après les attaques de Bombay, a fait volte-face samedi en annulant la visite du chef de ses services de renseignements annoncée la veille pour coopérer dans l'enquête et en le remplaçant par un simple représentant de ces services.



Le premier ministre pakistanais Yousuf Raza Gilani le 26 octobre 2008 à Islamabad (© AFP/Archives - Aamir Qureshi)

Le gouvernement, réuni en "session spéciale", doit se pencher sur le sujet dans la journée.

En une phrase lapidaire, le cabinet du Premier ministre Yousuf Raza Gilani a annoncé dans la nuit qu'un "représentant de l'Inter-Services Intelligence (ISI) se rendra en Inde à la place de son directeur général, le général Ahmed Shuja Pasha, pour aider à l'enquête sur l'acte de terrorisme à Bombay".

Ce changement brutal est intervenu après des remous au sein de l'armée et du gouvernement provoqués par l'annonce de l'envoi du général Pasha vendredi soir par M. Gilani en personne, selon des sources gouvernementales et militaires.

Cette volte-face intervient alors que New Delhi assure que certains auteurs des attaques coordonnées de Bombay, qui ont fait au moins 195 morts, viendraient du Pakistan. Les autorités indiennes accusent régulièrement Islamabad, et en particulier l'ISI, de soutenir les groupes islamistes armés qui commettent des attentats sur leur territoire.

Le gouvernement pakistanais a démenti catégoriquement à plusieurs reprises depuis jeudi son implication dans ces attentats.

L'annonce de l'envoi du général Pasha représentait un geste fort et inédit pour les deux pays dans le cadre d'une enquête sur des attentats. Les deux "frères-ennemis" de l'Asie du Sud, qui se sont affrontés dans trois guerres depuis leur création en 1947, accusent régulièrement leurs services de renseignements respectifs de tentatives de déstabilisation.

M. Gilani a dû écourter dans la nuit une visite à Lahore, dans l'est du Pakistan, et est rentré à Islamabad pour "une réunion spéciale du gouvernement samedi afin d'évaluer les conséquences des allégations de l'Inde et du changement du niveau de participation de l'ISI à l'enquête" en Inde, a indiqué à l'AFP un haut responsable du gouvernement.

Peu avant la publication du communiqué lapidaire dans la nuit, le porte-parole de l'armée, le général Athar Abbas, avait indiqué à l'AFP que l'état-major n'avait pas encore reçu d'instruction officielle concernant la visite du chef de l'ISI, un service dirigé par les militaires même s'il est théoriquement sous l'autorité du Premier ministre.

"Nous voulons coopérer, nous n'avons rien à cacher", avait déclaré vendredi soir M. Gilani pour justifier l'envoi du général Pasha en Inde.

Il avait également rappelé que son pays, en proie à une vague d'attentats d'islamistes liés à Al-Qaïda qui a tué près de 1.500 personnes en 16 mois, était également une "victime" du terrorisme.

Le ministre indien des Affaires étrangères Pranab Mukherjee avait affirmé un peu plus tôt vendredi que des "éléments au Pakistan étaient responsables" des attaques menées par des islamistes à Bombay.

Et le Premier ministre indien avait menacé jeudi les "pays voisins" de représailles s'ils continuaient à abriter les auteurs des attaques en Inde.

Depuis 2004, les deux Etats, qui disposent de l'arme nucléaire, sont engagés dans un laborieux processus de paix.

Les attaques de Bombay avaient été immédiatement revendiquées mercredi soir par un groupe islamiste inconnu, les Moujahidine du Deccan, du nom d'un plateau central de l'Inde.

Mais rapidement, les médias indiens avaient évoqué la piste du Lashkar-e-Taïba, un groupe fondamentaliste musulman pakistanais actif dans l'ouest de l'Inde et qui exige l'indépendance du Cachemire indien, à majorité musulmane.

Le Lashkar a démenti jeudi toute implication et condamné les attaques.

Inde et Pakistan étaient au bord de la guerre fin 2001 quand New Delhi avait accusé Islamabad d'être derrière l'attaque de son Parlement par un commando islamiste, qui avait fait 10 morts le 13 décembre.

Samedi, plusieurs hauts responsables militaires ont assuré à l'AFP qu'il leur était "impensable" de vouloir mettre en danger la frontière est du Pakistan (avec l'Inde) alors que l'armée est engagée depuis quatre mois dans une vaste offensive dans le nord-ouest contre les talibans et les combattants d'Al-Qaïda, qui ont reconstitué leurs forces dans les zones tribales frontalières avec l'Afghanistan.